

L'opposition soudanaise entre en clandestinité - Khartoum livrée aux miliciens du Darfour

mercredi 12 juin 2019, par [REMY Jean-Philippe](#) (Date de rédaction antérieure : 11 juin 2019).

Le camp pro-démocratie a lancé un mouvement de désobéissance civile après la répression menée par les militaires.

Sommaire

- [Khartoum livrée aux miliciens](#)
- [Les chefs de la contestation](#)
- [Au Soudan, l'influence des \(...\)](#)

C'était un jour de rentrée, mais, pour arriver à son bureau, ce capharnaüm de papiers jonchant le sol, d'ordinateurs brisés et de meubles défoncés, le professeur de l'université de Khartoum n'a pas eu à braver les embouteillages. La capitale soudanaise, lundi 10 juin, vit son deuxième jour de désobéissance civile.

La ville est en partie paralysée. Ses grands axes sont quadrillés par les forces de diverses unités militaires ou paramilitaires soutenant le Conseil militaire de transition (TMC), un groupe de généraux qui devaient rendre le pouvoir aux civils après avoir renversé le président Omar Al-Bachir, le 11 avril, mais qui s'y accrochent avec le soutien de leurs parrains régionaux.

Ecrasement du sit-in dans le sang

Depuis le 3 juin, date de l'écrasement du sit-in du mouvement démocratique qui avait élu domicile depuis près de deux mois juste à côté de l'université, tout va de mal en pis.

Lundi 10 juin, le professeur de sciences - qui doit cacher son nom comme tous ceux qui s'impliquent dans le mouvement de contestation - n'est pas venu reprendre le travail, mais constater l'ampleur des dégâts : les bâtiments en brique rose de la vénérable institution qui date, pour ses premières constructions, du tout début du XX^e siècle, ont été ravagés il y a quelques heures par les hommes de la Force de soutien rapide (RSF), bras armé du groupe des généraux. L'université avait été fermée dès le début des manifestations, en décembre. Depuis, elle a été saccagée par les ex-miliciens janjawids, recrutés pour leur brutalité, qui sont lâchés sur Khartoum.

Les bureaux ont été mis à sac, le matériel qui n'a pas été volé a été détruit. Les archives ne sont plus qu'un souvenir. Une sorte de punition contre le savoir, la contestation ou les deux à la fois.

« C'est lamentable, lamentable. Ils n'ont épargné que les bureaux de professeurs qui étaient proches du pouvoir [de l'ex-président Omar Al-Bachir et, à présent, des généraux du TMC] mais, s'ils croient nous briser, ils se trompent. On est prêt à continuer pendant des semaines la campagne de désobéissance civile », témoigne le professeur, joint par téléphone.

Il ne reste plus rien de la mémoire physique de ce lieu où ont été formés tant de cerveaux de l'élite soudanaise et où ont aussi été élaborées tant de transformations politiques : la « révolution d'octobre » contre le général Abboud est partie de là en 1964. On y a préparé les manifestations monstres qui ont renversé le pouvoir du général Nimeiry en 1985 ; on s'y est battu à la barre de fer dans les années 1980, tandis que les étudiants proches des Frères musulmans y faisaient une percée musclée.

Le marxisme y a prospéré, puis est entré en mode « sous-marin » après le coup d'Etat militaro-islamiste d'Omar Al-Bachir, en 1989. La contestation, depuis plusieurs années, s'y perpétuait malgré la violence de la répression. Depuis le début des manifestations, les étudiants, fer de lance de la « révolution », n'allaient plus en cours, mais ils étudiaient la politique en travaux pratiques accélérés au sit-in.

Ce village de tentes planté devant le quartier général de l'armée a été balayé par les RSF et leurs alliés le 3 juin. Lorsque l'activité y battait son plein, différentes organisations de professeurs de l'université de Khartoum y avaient des stands : ceux du département de mathématiques ou d'ingénierie côtoyaient l'association des anciens élèves. Ils participaient à l'édification générale, dispensaient des cours d'éducation civique. L'une de leurs dernières leçons, coordonnée par l'Association des professionnels du Soudan, avait été consacrée à l'utilité d'une grève générale et d'une campagne de désobéissance civile.

Quelques heures plus tard, le 3 juin, les RSF du général Hemetti et d'autres unités pro-TMC allaient mettre fin à l'expérience. On compte aujourd'hui 118 morts, et 748 blessés ont pu être décomptés par l'Organisation mondiale de la santé, qui estime que le véritable chiffre « doit être supérieur ».

Pour sauver ce qui reste de l'élan démocratique il faudrait relancer les négociations avec le Conseil militaire de transition.

Pour sauver ce qui reste de l'élan démocratique du Soudan, il faudrait relancer le processus de négociations entre le TMC et les Forces pour la liberté et le changement (FFC), une coalition large de mouvements impliqués dans le transfert du pouvoir aux civils, et amener les généraux à accepter qu'ils administrent le pays le temps d'une transition de plusieurs années, avant des élections générales. Cette hypothèse est partie en fumée le 3 juin. Depuis, pour ramener le TMC à la table des négociations, un mouvement de désobéissance civile a été lancé dimanche. Des barricades bloquent les mouvements à l'intérieur des quartiers. Les transports en commun sont presque inexistants. Les grands axes de la capitale sont dégagés mais seuls ouvrent les commerces de première nécessité : épiceries, boulangeries, stations-service.

Série d'arrestations

Le climat demeure très lourd. Des hôpitaux ont été attaqués et ont fermé leurs portes. « Le Conseil militaire a décidé de renforcer la présence des forces armées, des RSF et des autres forces régulières pour un retour à la vie normale », a déclaré à la télévision le général Jamal Eddin Omar, du TMC, accusant les leaders de la contestation de « mettre en danger la sécurité du pays » et de préparer le terrain pour « les gangs », dans un classique de la manipulation consistant à proférer des accusations mensongères destinées à justifier le recours à la violence.

Le TMC peut encore durcir le niveau de brutalité dans les rues de Khartoum. Peut-il, inversement, faire machine arrière et reprendre des négociations ? C'est ce à quoi s'emploient les organisateurs de la désobéissance civile, comptant sur l'effet conjugué du blocage du pays et des pressions extérieures. Mais les durs du régime parient sur le fait accompli. Ils font le gros dos, multiplient les déclarations contradictoires et ne relâchent pas la pression.

Le Conseil de paix et de sécurité de l'Union africaine a exclu le Soudan trois jours après l'écrasement dans le sang du sit-in, bravant ainsi la volonté du président égyptien, Abdel Fattah Al-Sissi. Président en exercice de l'organisation panafricaine, ce dernier a tout fait pour torpiller la condamnation du TMC par ses alliés.

Dans la foulée, le premier ministre éthiopien, Abiy Ahmed, est venu à Khartoum samedi pour tenter de relancer des négociations entre le TMC et la délégation des Forces pour la liberté et le changement. A la suite de la rencontre avec M. Ahmed à l'ambassade d'Ethiopie, une série d'arrestations a eu lieu : celle d'un responsable de la banque centrale, Mohamed Ismat, membre de la délégation des FFC, puis de deux membres d'un groupe armé, le SPLM-Nord, expulsés depuis vers le Soudan du Sud.

Selon une source diplomatique, ces arrestations ont été réalisées à l'instigation de l'Egypte et étaient destinées à signifier que « l'Ethiopie n'allait pas faire la pluie et le beau temps au Soudan ». Les membres les plus actifs de la mobilisation citoyenne, ceux de l'Association des professionnels du Soudan, sont désormais passés dans la clandestinité.

Jean-Philippe Rémy (Johannesburg, correspondant régional)

• Le Monde, Publié le 11 juin 2019 à 10h09 :

https://www.lemonde.fr/afrique/article/2019/06/11/l-opposition-soudanaise-entre-en-clandestinite_5474567_3212.html

Khartoum livrée aux miliciens du Darfour

L'extrême violence des bandes paramilitaires qui s'abat sur la capitale a fait au moins 108 morts.

De toutes les horreurs commises par les forces lâchées sur Khartoum par le Conseil militaire de transition (TMC) depuis trois jours, nul ne sait plus celle qui provoque le plus d'effroi et de stupeur. Et telle est, de toute évidence, l'intention. Jeudi matin, 6 juin, la capitale soudanaise est une ville morte pour le quatrième jour, sillonnée par des bandes de jeunes hommes en uniformes de la Force de soutien rapide (RSF) du général Mohammed Hamdan Daglo, dit « Hemetti », ou, plus discrètement, d'unités des services de renseignement ou de sécurité dont on croyait qu'ils avaient disparu, notamment les hommes du NISS, les services de renseignement.

Les paramilitaires exhibent même des culottes arrachées aux jeunes femmes qu'ils agressent dans les rues

Ces hommes se comportent en miliciens et ont recours aux méthodes utilisées par les forces paramilitaires soudanaises depuis des décennies, dans les différentes guerres menées par le pouvoir central soudanais. L'extrême violence aveugle, les tueries, les pillages, les viols : voilà ce qu'ont fait, depuis les années 1980, les Forces de défense populaire (FDP) ou les miliciens Murahilin dans ce qui était alors le lointain Soudan du Sud ; et aussi ce qu'ont fait, à partir des années 2000, les janjawids au Darfour. Les RSF, qui en sont les descendants directs, l'infligent à la capitale soudanaise depuis lundi. Des bandes paramilitaires, intégrées en théorie dans les forces armées, mais disposant d'une autonomie, de leurs propres armes et de leurs financements, traitent leur capitale comme une zone

insurgée à mater. Ils exhibent même des culottes arrachées aux jeunes femmes qu'ils agressent dans les rues.

Des corps dans le fleuve

Mercredi, le Nil, lentement, rejetait les corps des suppliciés de la ville. Des jeunes, pour la plupart, on le comprend sur les vidéos insoutenables filmées sur les berges. Sans doute ont-ils été tués lors de l'assaut contre le sit-in devant le quartier général des forces armées, lundi matin. Le bilan provisoire, mercredi soir, s'établissait à 108 morts, selon l'association des médecins soudanais, une composante de l'Association des professionnels du Soudan (SPA), le cerveau de la contestation depuis le mois de décembre 2018. Parmi cette centaine de morts se trouvent une quarantaine de corps repêchés dans le fleuve. Certains ont eu les bras liés par des cordes. D'autres ont des poids attachés à leurs pieds nus. Ils portent les traces d'horribles blessures.

Les responsables de l'opposition, à commencer par ceux de la SPA, et plus largement, de la coalition du mouvement des civils, les Forces pour la liberté et le changement (FFC), sont entrés dans la clandestinité. S'il leur restait un doute sur la détermination du TMC et de ses alliés à éradiquer la contestation, une arrestation est venue confirmer leurs craintes. Yasir Arman, un responsable du SPLM-Nord, l'un des groupes armés actif au Soudan depuis la sécession du Sud, en 2011, s'était rendu à Khartoum il y a deux semaines, malgré la peine de mort prononcée contre lui, afin d'y négocier la fin de la guerre civile qui continue de régner dans différentes régions périphériques. Il a été enlevé, selon sa famille, par des hommes masqués en uniforme, qui ont exhibé des cartes du NISS, avant d'être emmené dans une de leurs « ghost houses » (centres de détention secrets). Il a été battu lors de son interpellation, comme les membres de son entourage.

Dans la clandestinité, les responsables des SPA se réorganisent et poursuivent leur mouvement avec des appels à la résistance civile. Quant aux FFC, le visage « officiel » de la contestation, ils ont refusé de reprendre les négociations, comme les y a invités, non sans toupet, le général Al-Bourhane, fidèle à la méthode mélangeant extrême violence et mots apaisants pour tenter d'éluder ses responsabilités. Ce genre de tactique a peu de chances de convaincre qui que ce soit. Mais les chefs de la SPA demeurent fidèles aux méthodes pacifiques du début de leur mouvement.

Les manifestants sont encouragés à dresser des barricades, bloquer leur quartier, disparaître lorsque surgissent les hommes en armes, les laisser détruire leurs barricades avant de les reconstruire à leur départ. Ils tablent sur leur nombre, la durée, le soutien de la population. En face, les RSF disposent d'environ 10 000 hommes dans la capitale et sont en train d'en faire venir de bases dans le reste du pays : peut-être 5 000 hommes supplémentaires. Face à cette force paramilitaire, les soldats des Forces armées soudanaises (SAF), l'armée régulière, sont-ils en train de se dresser ? Des informations partielles circulent sur des unités des SAF qui prendraient, comme elles l'ont fait début avril, le parti des manifestants civils.

Si cela devait se confirmer, il y aurait là en germe une dérive vers un conflit plus grave. Comment la transition, entamée avec le renversement du président Omar Al-Bachir, le 11 avril, alors que les manifestants s'étaient massés à Khartoum dans ce qui allait devenir le sit-in, a-t-elle pu dérailler à ce point ? Le général Hemetti n'a pas toujours fait figure d'ennemi de la révolution. Il a même été l'allié secret du mouvement civil, lorsque les responsables de la contestation avaient trouvé en lui un contrepoids à la nébuleuse des services de sécurité.

« Les durs l'ont emporté »

Mais les signes d'un changement dans les rapports de force s'accumulaient depuis plusieurs jours. Les deux chefs du Conseil militaire de transition, les généraux Hemetti et Bourhane, ont passé les

jours précédant l'opération dans les trois pays qui sont leurs « parrains » : l'Égypte, l'Arabie saoudite et les Emirats arabes unis. Sans doute, avancent plusieurs sources, un « feu vert » pour écraser le mouvement démocratique a-t-il été donné dans ces trois capitales.

« Les durs l'ont emporté et ont fait annuler tout ce sur quoi nous étions tombés d'accord »

Depuis la mi-avril, des négociations étaient pourtant menées entre les généraux du TMC et les civils des FFC, afin de mettre en place une transition. Or, une semaine avant le déclenchement des violences, une bonne source impliquée dans les négociations à Khartoum déclarait au *Monde* : « Non seulement on ne progresse plus, mais on a reculé. Les durs [militaires] l'ont emporté et ont fait annuler tout ce sur quoi nous étions tombés d'accord. » Quelques jours auparavant, les délégations des civils et des militaires avaient ébauché un système pour gouverner le Soudan avec un conseil de souveraineté – dont la composition faisait toujours l'objet de discussions – et un Parlement composé aux deux tiers de représentants nommés par les opposants, et le dernier tiers par les militaires. Tout ceci avait volé en éclats. Ensuite, il n'y avait plus que des simulacres de discussions. Ne restait qu'à se débarrasser du mouvement civil.

Des observateurs, comme Clément Deshayes, spécialiste du Soudan à l'université Paris-VIII et codirecteur du comité éditorial du think tank Noria Research, ont constaté la dégradation de la situation, dans un contexte de reprise en main des « durs » au sein de la nébuleuse militaire. « Ils auraient pu attendre l'essoufflement du mouvement [civil], jouer le temps, note-t-il. On s'interroge toujours sur les raisons qui ont poussé à décider cette violence. »

Jean-Philippe Rémy (Johannesburg, correspondant régional)

• Le Monde, Publié le 06 juin 2019 à 10h49 - Mis à jour le 10 juin 2019 à 09h28 :

https://www.lemonde.fr/afrique/article/2019/06/06/soudan-khartoum-livree-aux-miliciens-du-darfour_5472239_3212.html

Les chefs de la contestation au Soudan appellent à la « désobéissance civile » à partir de dimanche

L'Association des professionnels du Soudan (SPA) veut faire pression sur les militaires au pouvoir, accusés de répression brutale contre les manifestants.

« Le mouvement de désobéissance civile commencera dimanche et ne se terminera que lorsqu'un gouvernement civil aura été annoncé » : dans un communiqué publié samedi 8 juin, l'Association des professionnels soudanais (SPA), acteur majeur de la contestation civile au Soudan depuis le début du mois d'avril, a encouragé la population à entamer un mouvement de désobéissance civile pour que le Conseil militaire de transition abandonne son emprise sur le pouvoir.

Cet appel, le premier de la sorte depuis le début des manifestations et la destitution du président Omar Al-Bachir, le 11 avril, intervient au lendemain de la visite à Khartoum du Premier ministre éthiopien Abiy Ahmed, venu en médiateur entre la contestation et le Conseil militaire de transition.

Lire aussi : L'influence des parrains régionaux fait craindre une guerre civile

Il survient aussi cinq jours après la violente dispersion par les forces de sécurité d'un sit-in organisé

depuis le 6 avril devant les quartiers généraux de l'armée à Khartoum, dans le prolongement du mouvement de contestation déclenché en décembre. Qualifiée de « massacre » par la contestation – au moins 108 personnes sont mortes – cette dispersion a été suivie d'une vague de répression cette semaine. Selon des habitants, un climat de « terreur » s'est emparé de la capitale.

Pour la SPA, la désobéissance civile constitue « un acte pacifique capable de mettre à genoux le plus puissant arsenal d'armes au monde ». Cette nouvelle forme d'action intervient après deux jours de grève générale, les 28 et 29 mai, pour faire pression sur l'armée. La forme que prendra cette « désobéissance civile » n'a pas été précisée, alors que les rues de Khartoum sont quasi désertes depuis lundi en raison de la répression.

Négociations interrompues depuis le 20 mai

Samedi encore, les rideaux de fer de la plupart des magasins étaient baissés dans la capitale soudanaise en ce dernier jour de vacances de la fête musulmane du Fitr, qui marque la fin du mois de jeûne de ramadan. Si la circulation avait légèrement repris, peu de piétons étaient visibles dans les rues. Des barricades de briques coupaient certaines routes des quartiers de Bahri et Burri, deux hauts lieux de la contestation à Khartoum. Elles ont été érigées par les manifestants pour notamment, disent-ils, se protéger des forces de sécurité.

Dans d'autres rues, ces barrières de fortune étaient retirées à la main, brique par brique, par des soldats de l'armée régulière et par des hommes des Forces de soutien rapide (RSF). Ces paramilitaires sont accusés par la contestation d'être les principaux auteurs de la répression du mouvement depuis le 3 juin.

Durant sa visite vendredi, le Premier ministre éthiopien avait appelé à « faire preuve de courage et de responsabilité en prenant des actions rapides vers une période de transition démocratique et consensuelle dans le pays », après une rencontre avec le président du Conseil militaire au pouvoir, le général Abdel Fattah al-Burhane, et plusieurs chefs de la contestation.

Les militaires avaient entrepris des négociations avec les chefs de la contestation autour de la transition post-Béchar, qui ont toutefois été suspendues le 20 mai, chaque camp voulant en prendre la tête. Durant la visite du Premier ministre éthiopien, les généraux se sont dits « ouverts aux négociations » mais l'ALC a opposé des conditions, dont une enquête internationale sur le « massacre » du sit-in.

Le Monde avec AFP

- Le Monde, Publié le 08 juin 2019 à 22h14 : https://www.lemonde.fr/afrique/article/2019/06/08/les-chefs-de-la-contestation-au-soudan-appellent-a-la-desobeissance-civile-a-partir-de-dimanche_5473758_3212.html

Au Soudan, l'influence des parrains régionaux fait craindre une guerre civile

Les Emirats arabes unis, l'Arabie saoudite et l'Égypte appuient les manœuvres des généraux du Conseil militaire de transition, soupçonnés d'échafauder une restauration de l'ordre ancien.

Il est arrivé à Khartoum, vendredi 7 juin, pour tenter d'y enrayer la mécanique qui mène le Soudan vers la catastrophe. En l'honneur d'Abiy Ahmed, le premier ministre éthiopien mandaté par l'Union africaine pour tenter une médiation entre les généraux du Conseil militaire de transition (TMC) et les civils représentant les Forces pour la liberté et le changement (FFC), les rues ont été un peu dégagées de leurs hommes en uniforme camouflé désert.

La circulation a été rendue plus fluide, sur les grands axes, par le retrait des éléments de la Force de réaction rapide du général Mohamed Hamdane Dagolo, dit « Hemetti », le numéro deux de la junte soudanaise, qui n'est pas apparu durant la visite d'Abiy Ahmed.

Le premier ministre éthiopien tente d'incarner un processus de médiation qui est déjà engagé, discrètement, par l'envoyé spécial de l'Union africaine, l'ex-ministre des affaires étrangères mauritanien, Mohamed El-Hacen Ould Lebatt. Ce dernier avait déjà pu entendre les six points préalables de revendications des FCC afin de reprendre les négociations, dont la mise sur pied d'une commission d'enquête internationale sur les responsables des violences qui ont débuté lundi ; le rétablissement d'Internet ; le retrait de la Force de soutien rapide (RSF) des rues de la ville ; la libération de Yasir Arman, responsable d'un des mouvements armés qui fait partie de la coalition des FCC, enlevé par des hommes en armes à Khartoum l'avant-veille ; et, enfin, des excuses pour toute la violence subie ces derniers jours.

Un message adressé par la junte

Les FCC ont réitéré ces demandes à l'équipe d'Abiy Ahmed, lequel s'était préalablement entretenu avec une délégation du TMC, menée par son chef, le général Abdel Fattah Al-Bourhane. Mais, à la sortie de la session avec les civils, l'un d'entre eux a été arrêté par les forces de sécurité : Mohamed Ismat Yahya, un responsable de la banque centrale, dont l'organisme a été impliqué dans la grève générale.

Des pick-up chargés d'hommes des RSF avaient été envoyés pour « casser » le mouvement de grève dans les deux établissements de la banque centrale, à Khartoum, où se tenaient des assemblées générales en faveur du mouvement démocratique. C'est par la banque centrale que doivent transiter les fonds promis par une partie des soutiens régionaux du TMC (Arabie saoudite et Emirats arabes unis) pour sauver l'économie soudanaise, privée de liquidités.

Cette arrestation est un message adressé par la junte à l'espoir que peut nourrir Abiy Ahmed de redresser la barre du processus de transition engagé lors du renversement du président Omar Al-Bachir, le 11 avril, et qui devait amener à la mise sur pied d'une formule de pouvoir essentiellement aux mains des civils, pour la première fois depuis trente ans. L'intervention des forces du général Hemetti, qui tuent, pillent et violent dans Khartoum depuis lundi, est venue briser cet élan.

Or, c'est l'effet paradoxal de la débauche de violence depuis : alors que les 10 000 paramilitaires de la Force de soutien rapide (RSF) devaient terroriser la population, casser les reins du mouvement démocratique et permettre aux généraux du TMC de pendre le contrôle du processus de transition, ces forces ont non seulement échoué à mater la capitale soudanaise, où persistent les microbarrages, mais elles sont aussi dévastatrices en termes d'image.

A l'extérieur du Soudan, il apparaît de plus en plus que ces tueries (116 morts selon les décomptes toujours partiels, vendredi soir 7 juin) pourraient être l'élément déclencheur d'une guerre civile, bien plus qu'un raffermissement de l'ordre et une victoire sur « le chaos », comme aiment à le promettre les commanditaires de la violence des RSF - à commencer par leur chef, le général Hemetti.

L'ombre du parti de Bachir

De nombreux observateurs disent redouter l'étincelle de premiers combats entre les différentes factions armées du pays, qui serait le prélude à un conflit qu'il serait ensuite impossible de contenir, et opposant, notamment, les RSF et l'armée régulière, frustrée depuis longtemps par le favoritisme dont jouissent les services de sécurité et les groupes paramilitaires comme ceux du général Hemetti, mais aussi diverses milices puissamment équipées, comme celles des services secrets (le NISS), ou encore celles du Parti du Congrès national (NCP) d'Omar Al-Bachir.

L'ombre du parti plane sur la manœuvre des généraux du Conseil militaire de transition, soupçonnés de se livrer à une tentative de restauration de l'ordre ancien, sans Omar Al-Bachir - en théorie emprisonné à Khartoum, même si personne n'a pu le vérifier.

Il s'agit également d'assurer le contrôle d'un pays riche en minerais et en surfaces agricoles

Aucune de ces manigances n'aurait lieu sans l'appui au Conseil militaire de transition de parrains régionaux : en premier lieu, les Emirats arabes unis, l'Arabie saoudite, et l'Egypte. Les préoccupations de ces acteurs sont multiples : d'abord, étendre leur sphère d'influence dans une partie du monde disputée. Mais aussi combattre un modèle dont ils ne veulent pas, celui de régimes démocratiques libéraux, ou celui de l'influence des Frères musulmans. Il s'agit également d'assurer le contrôle d'un pays riche en minerais et en surfaces agricoles uniques en Afrique. Et de combattre l'influence de la Chine, ainsi que dans une moindre mesure, celle de la Russie, ce qui fait le jeu de leur allié lointain, les Etats-Unis.

A Washington, un peu d'émotion a gagné ces jours derniers quelques sphères du pouvoir. Peut-être la peur d'un dérapage de la situation, et l'éventualité d'une débâcle à la libyenne, sera-t-elle plus forte que la condamnation des crimes des RSF pour pousser leurs alliés de la péninsule Arabique à éviter de jouer contre les civils soudanais.

Dans l'immédiat, avec l'extension de leur influence sur le Soudan, l'Arabie saoudite et les Emirats arabes unis peuvent encore espérer poursuivre leur poussée continentale en Afrique, après avoir contribué à un retournement des alliances en Ethiopie, en soutenant le premier ministre, Abiy Ahmed, qui est leur meilleur ambassadeur dans la région, notamment en Somalie, où il s'agit de faire pièce à un axe ennemi, celui du Qatar et de la Turquie. « Au-delà, c'est à un remodelage de toute la région que se livrent ces puissances régionales en installant des régimes qui leur sont favorables ou en trouvant des alliés, de préférence des militaires. Et ces ambitions vont très loin, jusqu'en Algérie », analyse Sébastien Boussois, chercheur en relations euro-arabes à l'Université libre de Bruxelles (et auteur de *Pays du Golfe, les dessous d'une crise mondiale*, Armand Colin, 224 pages, 22,90 euros).

Au Soudan, l'influence turque a été balayée dès les premiers jours du renversement de Bachir. Ce pourrait être un triomphe de l'influence saoudo-emirat-egyptienne. C'en est peut-être la limite. Même si le Soudan n'est qu'une pièce de l'ordre régional en reconstruction, le contrôle de ce pays offrirait une nouvelle section de la mer Rouge, mais aussi le moyen de peser sur la situation en Libye, en installant à Khartoum des alliés du maréchal Haftar.

Les clients de la France

Derrière les pays de la région, on trouve d'autres puissances, à commencer par les Etats-Unis, qui font partie d'une « cordée » régionale, alliée également à Israël, et dont la finalité est de constituer un bloc contre l'Iran. On trouve également la France qui a, en Egypte ou dans le Golfe, des clients pour ses ventes d'armes, mais aussi des alliés régionaux.

Ce grand dessein pourrait être réduit à néant, en faisant tout dérailler au Soudan. En y imposant, par la violence, les généraux du TMC au profit des civils des FFC, les parrains régionaux prennent le risque d'être les incendiaires du pays. « Chaque événement violent vient renforcer les divisions au Soudan, estime Jean-Baptiste Gallopin, analyste politique. Cela contredit l'idée selon laquelle les pouvoirs forts sont une garantie de stabilité. En réalité, la seule issue pacifique serait de transmettre le pouvoir à un gouvernement dirigé par les FFC. La crise pourrait se terminer demain si le TMC confiait le pouvoir aux civils. »

Jean-Philippe Rémy (Johannesburg, correspondant régional)

• Le Monde, Publié le 08 juin 2019 à 11h03 :

https://www.lemonde.fr/international/article/2019/06/08/au-soudan-l-influence-des-parrains-regionaux-fait-craindre-une-guerre-civile_5473580_3210.html
